



Section des Pyrénées-Atlantiques

Déclaration liminaire des élus FO-DGFIP 64 au CTL du 11 mars 2014

Monsieur le Président,

On pourrait dire de ce CTL qu'il est d'une banalité affligeante, puisque, cette année encore, nous assistons à la baisse catastrophique des crédits budgétaires qui frappe tous les services de la DGFIP.

Hélas, cela n'a rien de banal pour les personnels de votre direction qui, de RGPP en MAP, subissent de plein fouet, dans l'exercice de leurs missions, les effets de la cure d'austérité décidée par le gouvernement au titre de la démarche stratégique dont chacun a compris que c'est le nom que prend le « *pacte de responsabilité* » dans notre administration..

L'enveloppe octroyée aux services départementaux des Pyrénées-Atlantiques pour 2014 en est d'ores et déjà la parfaite illustration. Après l'annonce, en début d'année, de 18 nouvelles suppressions d'emplois (dont 11 de catégorie C), le maître mot de ce comité technique sera à nouveau « réduction », avec une nouvelle réduction des crédits de fonctionnement de pratiquement 18%, soit plus de 675 000 €. Le saccage organisé les années précédentes continue, puisque cela s'ajoute aux 740 000 € supprimés en 2013 et aux 800 000 € supprimés en 2012.

Au final, les crédits dont vous disposez réellement pour l'année 2014 s'avéreront insuffisants pour régler l'ensemble des dépenses de fonctionnement courant, malgré tous les efforts que vous déploierez et qui représentent toujours plus de tracasseries quotidiennes pour les personnels de tous grades en bute à la pénurie. A l'évidence, austérité oblige, notre administration est en train de glisser de la cessation de paiement à la traite de cavalerie.

Les documents que vous nous présentez, Monsieur le Président, l'attestent : c'est un budget de grande misère que vous allez devoir appliquer à l'encontre de vos personnels et de l'exercice normal des missions.

Les élus FO-DGFIP 64 dénoncent la quasi-disparition du budget « équipement » qui confirme l'abandon de vos prétentions à améliorer le quotidien des personnels.

Comment les collègues peuvent-ils prendre au sérieux l'exigence de remplir les « objectifs » alors que leurs conditions de travail sont toujours plus intenables, sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, des contre-réformes, et des réductions budgétaires ?

Les représentants des personnels Force Ouvrière revendiquent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois,
- l'arrêt des restructurations et des « réformes »,
- l'arrêt de la démarche stratégique,
- que les services soient dotés de moyens matériels pour leur permettre de travailler normalement,

Les représentants des personnels Force Ouvrière revendiquent également :

- le retrait de la lettre des ministres de tutelle lançant la mutualisation des fonctions supports du ministère des Finances,
- le retrait du rapport Pêcheur.

Ils appellent tous leurs collègues à faire massivement grève, sur ces revendications, le 20 mars prochain.

Les représentants FO-DGFIP 64 voteront donc contre ce budget d'austérité qui organise la déstructuration des services et des missions, et dégrade les conditions de travail des personnels.